



ROUNDTABLE on Financing Water

**« 10^{ème} Table ronde sur le financement de l'eau :
réunion régionale sur l'Afrique »**

22 novembre 2023

16 :00 – 16 :30

Keynote speech de :

Monsieur Bouaké Fofana,

Ministre de l'Hydraulique, l'Assainissement et de la

Salubrité

Seule la version prononcée fait foi.

Je voudrais remercier l'OCDE et la Banque Africaine de développement (BAD) qui m'ont invité à ce panel. Je vois ici dans la salle des partenaires financiers dont je reconnais des visages. Moi, en tant que Ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, quand je vais à une tribune où l'audience est composée de partenaires techniques et financiers, alors je développe un plaidoyer en faveur du financement de l'eau. Nous avons besoin de beaucoup de financements. Je voudrais que les partenaires techniques et financiers et nous, nous mettions d'accord sur quelques points en matière de financement de l'eau. Nous, en tant qu'utilisateurs de vos services, avons fait toutes sortes de plaidoyers, des justificatifs, les raisons d'un financement important pour le secteur de l'eau. Il faut qu'on convienne ensemble que le tarif auquel nous facturons les consommateurs, en particulier, les plus vulnérables, ne pourra jamais servir à couvrir le coût de production de l'eau. Le coût de production augmente de jour en jour. Les ressources se raréfient. A titre d'exemple, en Côte d'Ivoire, pendant longtemps nous exploitons les eaux souterraines. Aujourd'hui, nous avons de plus en plus recours aux eaux de surface qui posent d'autres problèmes. En ce sens que l'eau aujourd'hui est de plus en plus chère à produire. Or, concernant le secteur social, nous avons du mal à aligner le tarif sur le coût de production. Donc nous devons tous, nous mettre d'accord que ce n'est pas le tarif, auquel nous facturons l'eau aujourd'hui qui va permettre de financer le coût de sa production. Le coût de sa distribution et de son stockage me paraît un point important. L'autre point important est l'eau et l'assainissement. Tout le monde reconnaît que c'est un secteur social de base pour lequel il faut tenir compte. C'est un secteur dans lequel le tarif "Price discrimination" est appliqué. Nous avons un tarif discriminant de l'eau, de sorte qu'on a un tarif social domestique et industriel. L'état, en Côte d'Ivoire, par la force des choses, subven-

tionne l'électricité, l'eau potable, le pain à travers le blé, le carburant et bien d'autres. Il faut qu'on prenne conscience de cela. Nous avons besoin que les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et nous explorons d'autres méthodes innovantes de financement de l'eau. Pourquoi avons-nous besoin de plus de financement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ? Alors dans mes recherches, je suis tombé sur quelqu'un qui n'est pas un spécialiste de l'eau, mais qui a posé une problématique qui embrasse la situation qu'on a aujourd'hui. Ça peut être un argument supplémentaire pour les partenaires techniques et financiers pour comprendre pourquoi il faut financer l'eau et pourquoi il faut la financer peut-être un peu mieux. Mieux, un peu plus que d'autres secteurs avec lesquels on compétit pour les financements. Et c'est l'académicien français Éric Orsenna qui a dit dans son livre " l'avenir de l'eau". Il disait ceci, c'était en 2008, bien sûr, le délai est déjà passé, car nous sommes en 2023. Je cite : "Dans 10, 20 ans, aurons-nous assez d'eau ? Assez d'eau pour boire. Assez d'eau pour faire pousser les plantes. Assez d'eau pour éviter qu'à toutes les raisons de faire la guerre s'ajoute celle du manque d'eau". (Fin de citation).

Pour moi, c'est vraiment l'argumentaire que je veux dire, en plus de tous les arguments classiques, pourquoi il faut de l'argent. Les financements traditionnels et innovants dans le secteur de l'eau. Comment le secteur privé peut apporter sa contribution dans le secteur de l'eau ? La troisième question, est-ce que nous aurons assez d'eau pour éviter qu'à toutes les raisons, bonnes et mauvaises, de faire la guerre qui existent déjà, qu'on ne vienne ajouter une autre raison qui est celle du manque d'eau.

Mesdames et Messieurs,

Chers partenaires de la BAD, de la Banque mondiale, tous les partenaires techniques et financiers, travaillons ensemble pour que, nous n'ayions pas dans 20, 30 ans à faire la guerre de l'eau. Nous avons exploré toutes les voies possibles. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, nous avons un fermier. Nous sommes d'ailleurs parmi les premiers pays africains à faire gérer l'eau par le secteur privé, à travers notre fermier historique : la SODECI, qui existe depuis 1959, bien avant même l'indépendance. Nous avons toujours continué avec ce fermier. L'État a mis en place un fonds de développement de l'eau et un fonds national de l'eau pour faire face au financement du secteur. Nous commençons à voir venir des privés, mais qui ne construisent seulement que des usines de production. Nous souhaitons aller vers de vrais partenariats publics et privés, avoir de vrais producteurs indépendants ; des opérateurs qui viendraient faire leur analyse économique et financière de la Côte d'Ivoire ; des partenaires qui vont construire des usines de production d'eau, pourquoi pas, des ouvrages de stockage et de transport. Et l'État va leur garantir un contrat d'achat de leur production. Mais ils prendront le risque de construire leur usine et de l'exploiter. Nous discuterons, nous États, dans le cadre d'un vrai partenariat public et privé, voir comment sur quelle durée, on signe ce contrat d'achat de production. Voilà donc Mesdames et Messieurs, je vais m'arrêter là pour qu'on ait beaucoup de temps, si débat il y a, pour discuter. Je prends à mon compte la question de Éric Orsenna, est-ce que nous aurons assez d'eau pour éviter qu'aux raisons de faire la guerre vienne s'ajouter la guerre due au manque d'eau.

Je vous remercie.